

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARDI (ex sarroise env)

15 route du Rohrschollen
67100 STRASBOURG

Code AIOT : 0006703591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement SARDI (ex sarroise env) implanté 5 rue des Frères Lumière - 67170 BRUMATH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARDI (ex sarroise env)
- 5 rue des Frères Lumière - 67170 BRUMATH
- Code AIOT : 0006703591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SARDI est une société autorisée à exploiter un centre de tri et de transit de déchets banals issus des ménages et des entreprises, situé à Brumath.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Confinement des eaux polluées	AP de Mise en Demeure du 24/11/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la remise en état du bassin de confinement du site et propose, en conséquence, de lever la mise en demeure sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2025, article 1
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : La société Sardi située au 5 rue des Frères Lumière à Brumath, est mise en demeure de respecter, dans le délai de : - deux mois suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2003 susvisé, qui veulent que : « Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 1 000 m ³ . » ; [...]
Constats : L'exploitant a transmis quatre fiches d'intervention établies par son prestataire, attestant de la réalisation des opérations de vidange et de nettoyage du bassin de confinement, effectuées du 2 au 5 mars 2026. Ces opérations ont permis la vidange et le traitement de 96,58 tonnes d'eaux et de boues hydrocarburées, comme l'atteste le document « chiffrage des travaux réalisés » n° BI0011025, établi par ce même prestataire. Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin de confinement a été vidé des eaux et des boues relevées lors de la visite du 09/10/2025. Le bassin a également été nettoyé et se trouve désormais en état de fonctionnement normal. Ce bassin est en mesure d'accueillir 1 000 m ³ d'eaux polluées en cas de besoin, conformément aux plans transmis par l'exploitant. En conséquence, l'inspection propose de lever la mise en demeure sur ce point.
Type de suite proposée : Sans suite
Proposition de suite : Levée de mise en demeure
